



Bulletin d'information bimensuel de l'ISP sur la privatisation des services publics : 11 mai 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lisez-le en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

Votre opinion compte beaucoup pour nous. Merci de remplir [cette petite enquête](#) pour nous aider à améliorer ce bulletin et à l'adapter à vos besoins.



Photo : OIT/Marcel Crozet – Creative Commons

Dans le cadre des manifestations du 1<sup>er</sup> mai et de la [Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail](#), la Secrétaire générale de l'ISP Rosa Pavanelli nous rappelle que **la lutte contre la privatisation** vise non seulement à protéger l'emploi, mais également à assurer [un accès universel à des services publics de qualité, aux services de santé, à l'énergie et à l'eau courante](#). « Et pour ces mêmes raisons, nous réclamons aussi une justice fiscale, non pas pour que certains paient plus que d'autres, mais parce que nous devons tous partager la responsabilité de la prospérité et du bien-être de notre société. »

## Afrique et pays arabes

1) [Égypte](#) : Le Syndicat des médecins égyptiens fait part de sa préoccupation à l'égard des entreprises établies dans le Golfe qui [investissent dans le secteur de la santé](#) tandis que la **privatisation des services publics de santé** semble se

**concrétiser.** Mohamed Hassan, le président du Comité pour la défense des droits à la santé des citoyens (*Committee for Defending People's Rights to Health*), affirme que ces investissements « s'inscrivent dans un projet du gouvernement de privatiser le secteur public de la santé en Égypte, qui procède d'un accord signé avec la Banque mondiale et USAID pour la promotion du secteur privé. 'Pour faire cesser la privatisation, nous avons besoin de la pression exercée par le public, faute de quoi le pays connaîtra une crise,' ajoute-t-il. »

2) Côte d'Ivoire : Dans un contexte de hausse des prix, le gouvernement **compte privatiser les monopoles de l'énergie et de l'eau**. « Cette situation nous rappelle qu'il est nécessaire d'ouvrir les secteurs de l'eau et de l'électricité à la concurrence, » a déclaré le Président Alassane Ouattara, précédemment haut fonctionnaire au Fonds monétaire international, [lors d'un discours prononcé à la télévision nationale à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai](#). »

3) Koweït : Les réformes économiques et financières **ne comportent pas de projet de privatisation des secteurs de la santé ou de l'éducation**, d'après le Vice-Premier ministre et ministre des Finances Ana Saleh. « Le ministre a dit qu'on entendait beaucoup parler de la privatisation des services publics essentiels, et précise que le gouvernement n'a pas l'intention de se soustraire à [son obligation d'apporter au public tous les services et prestations élémentaires](#). »

4) Liberia : Un groupe religieux déclare que le gouvernement devrait privatiser [l'hôpital John F. Kennedy](#) et, d'ailleurs, « **privatiser le secteur de la santé**, sur le modèle de ce qui se fait actuellement dans le secteur de l'éducation. »

5) Liberia : L'historien C. Patrick Burrowes invite à [lancer une campagne internationale pour couper court à l'externalisation des écoles du Liberia](#). « Comme pour la plupart des politiques appliquées au Liberia depuis une dizaine d'années, ces mesures s'inscrivent dans le cadre néolibéral préconisé par la Banque mondiale et d'autres acteurs internationaux. La Banque mondiale s'est déjà trompée dans le passé, tout comme elle se trompe ici. »

6) Nigeria : Dans un discours prononcé à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, [le Président de la confédération syndicale nationale Nigeria Labour Congress, Ayuba Wabba](#), a alerté l'opinion sur le fait que la « **privatisation de la santé, de l'éducation, de l'eau** et le manque de financement des secteurs de la santé et de l'éducation de la part de l'État sont responsables de la crise qui semble insurmontable dans ces secteurs. »

## **Asie-Pacifique**

7) Australie : La Secrétaire nationale du syndicat du secteur public *Community and Public Sector Union*, Nadine Flood, affirme que le récent projet de réforme de la fonction publique australienne [va porter davantage préjudice aux femmes qui travaillent](#). Selon elle, « les suggestions les plus préoccupantes sont celles qui fragilisent les protections garantissant aux travailleurs d'être promus en fonction du mérite, ce qui nous ferait dangereusement revenir au temps où seuls les hommes occupaient les postes de direction. (...) **Choisir d'externaliser encore plus** et permettre que des travailleurs loyaux et compétents se voient refuser un emploi permanent plus longtemps encore que les trois années actuellement autorisées sont également des mesures qui risquent d'avoir une incidence négative sur la qualité et la fiabilité des services publics, et sur la vie des personnes qui travaillent pour dispenser ces services. C'est une situation perdant-perdant pour la population australienne. »

8) Australie : Un des programmes de privatisation les plus importants de Nouvelle-Galles du Sud sera bientôt lancé, lorsque **6000 travailleurs des services dédiés aux personnes handicapées seront transférés dans le secteur privé**. « L'Eol va ouvrir mi-mai, ce qui provoque la colère des syndicats, [en particulier l'organisation Public Sector Association, qui milite depuis longtemps contre le transfert de ces services](#). »

9) Australie : Les projets des autorités de Nouvelle-Galles du Sud d'appliquer un « **modèle de marché** » au prestataire public de formation professionnelle TAFE suscitent une hostilité de plus en plus forte. L'organisation syndicale *Public Service Association (PSA)* [signale](#) « qu'un rapport du comité de la Chambre haute de Nouvelle-Galles du Sud sur le TAFE révèle que le démantèlement d'une ancienne structure de financement au profit d'un modèle de marché est l'option privilégiée par les idéologues du quartier des affaires de Macquarie Street. » D'après le *Sydney Morning Herald*, [cette décision des autorités de Nouvelle-Galles du Sud repose sur les « résultats commerciaux d'un réseau d'universités privées qui a récemment fait faillite](#) et dont le siège a été perquisitionné la semaine dernière par la police fédérale australienne au

cours d'une enquête pour escroquerie. » À la fin du mois dernier, le **personnel non-enseignant du TAFE**, membres de la PSA, [ont organisé une grève de trois heures en Nouvelle-Galles du Sud](#) pour protester contre une proposition des autorités de cet État qui **ampute les salaires et les heures, détériore les conditions de travail et menace d'externaliser les emplois**. David Stonebridge explique « [trois choses à savoir au sujet du rapport des autorités sur le TAFE](#). » (vidéo).

10) **Australie** : La fédération des infirmières et sages-femmes [Australian Nursing and Midwifery Federation \(ANMF\) a demandé au gouvernement de Turnbull](#) « de rétablir les 57 milliards de dollars enlevés au système public de santé australien ; d'annuler les réductions imposées aux services de Medicare, notamment les services de pathologie et d'imagerie diagnostique ; de **mettre un terme aux projets de privatisation des paiements de Medicare** ; de ne pas procéder à de nouvelles coupes dans les programmes et les services de prévention en matière de santé ; de protéger les taux d'indemnités des infirmières et des sages-femmes ; de garantir que le financement et les ressources soient investis dans le secteur très affaibli des soins aux personnes âgées. » L'ANMF déclare que le gouvernement « continue de réduire les remboursements de divers services [et de privatiser des domaines de Medicare – en faisant cyniquement porter les coûts sur les épaules des consommateurs](#). »

11) **Australie** : Un législateur annonce que les [risques de corruption ont augmenté](#) ces dernières années **en raison d'une privatisation accrue des services publics**.

12) **Inde** : Sarika Malhotra dénonce le « coût réel de l'eau » et rappelle « **la menace qui pèse également sur la privatisation de l'approvisionnement en eau**, comme cela a été fait dans les districts de Karnataka's Mysuru et de Huballi, mais sans grand succès. D'après Kshitij Urs, cofondateur de l'ONG pour le droit à l'eau *People's Campaign for Right to Water*, [la solution est d'exploiter l'eau disponible pour distribuer l'eau de manière plus efficace et plus équitable, et non de la privatiser](#). »

13) **Nouvelle-Zélande** : La journaliste Lisa Owen interviewe Lance Norman, le directeur général d'une organisation maorie, dans le cadre d'une émission télévisée intitulée « *The Nation* » au sujet des « [social bonds](#), » qui consistent à **verser un pourcentage des bénéficiaires à des investisseurs privés qui fournissent des services publics sociaux** aux familles ayant des enfants en difficulté. Owen pose la question : « Pourquoi ne pas financer suffisamment les agences publiques pour qu'elles dispensent elles-mêmes ces services ? Franchement, le système actuel a l'air terriblement compliqué, alors pourquoi ne pas continuer avec les agences publiques et leur fournir le financement dont elles ont besoin ? » (...) Et cela ne vous pose pas de problème fondamental de définir un prix, finalement, pour chacun de ces enfants ? »

14) **Corée du Sud** : Suite aux élections législatives qui ont fait perdre la majorité au gouvernement, [les problèmes nationaux poseront « les pires difficultés » à la Présidente Park Geun-hye](#). Les deux partis de l'opposition luttent contre la « volonté de réformer le système d'assurance médicale, ce qui va d'après eux conduire à la **privatisation des services de santé**. »

## **Inter-Amériques**

15) **Argentine** : [Des milliers d'employés du secteur public, notamment des personnels de santé et de la justice](#), ont participé à une grève le mois dernier. Leurs préoccupations portent avant tout sur le fait que « le gouvernement de Macri laisse libre cours à la 'liberté d'entreprise,' en utilisant les ressources publiques **sans modération ni contrôle pour confier des contrats** à des amis et collègues entrepreneurs. » Les employés du secteur public exigent « des emplois publics directs à temps plein pour tous les travailleurs en sous-traitance. »

16) **Canada** : L'organisme de la santé *Ontario Health Coalition*, citant **un précédent référendum qui avait réussi à empêcher la privatisation des services de santé**, appelle à l'organisation d'un nouveau référendum [qui rende « politiquement impossible » la fermeture des hôpitaux](#). Doug Allan, membre du conseil de la coalition, explique que « le dernier référendum lancé par l'*Ontario Coalition* concernait l'autorisation des cliniques privées à réaliser certaines opérations chirurgicales, 'et nous avons obtenu 100.000 voix pour cette question que les travailleurs, à mon avis, connaissent moins bien que les réductions imposées à nos hôpitaux.' »

17) **Canada** : Le Président du syndicat SCFP/CUPE pour l'Ontario, Fred Hahn, signale que le conseil municipal de North Bay « essaie de dissimuler des informations au grand public au sujet d'un '**accord secret**' qui transformerait la maison de



**retraite municipale Cassellholme en établissement privatisé.** » Hahn ajoute que « le CUPE [a demandé des informations sur ce projet aux neuf municipalités participantes, en vain](#). C'est alors qu'une demande d'accès à l'information a été présentée. 'Il semble que la municipalité cherche depuis quelque temps, à huis clos et dans le plus grand secret, à transformer Cassellholme en modèle sans but lucratif. Nous pensons que le conseil municipal doit être ouvert et transparent à l'égard de la population sur ce qu'il a l'intention de faire.' »

18) Colombie : Le gouvernement **prévoit de privatiser l'entreprise publique de télécommunication** ETB, seulement quelques semaines après le [tollé](#) provoqué par la privatisation d'une compagnie d'électricité. « Cette décision a exaspéré les Colombiens, et se révèle d'autant plus suspecte que cinq offrants sur les six offrants initiaux se sont rétractés, ce qui a permis à Brookfields d'acquérir une participation au prix de soumission minimum. » [Le conseil d'administration d'ETB fait état de pertes répétées](#).

19) Jamaïque/Costa Rica : Dans un article publié dans le journal *Jamaica Observer*, le chroniqueur William Saunders analyse la politique et l'économie des **projets municipaux de valorisation des déchets** dans les pays en développement. Il compare le rôle des autorités publiques et de la réglementation municipale à celui des contractants privés, [et il recommande l'externalisation](#). « Pour que l'autorité chargée de la gestion des déchets revienne à ses fonctions fondamentales, il faut dissoudre ses filiales et placer toutes les activités de collecte entre les mains de prestataires privés. »

20) Mexique : Lors d'un rassemblement du 1<sup>er</sup> mai, le gouverneur de Querétaro a été chassé du podium sur lequel il se trouvait pour faire son discours par [des employés des services publics](#). « **Les employés municipaux chargés de la collecte des déchets, qui protestent contre la privatisation de leur service, ont également participé à cette manifestation**, tandis que les enseignants ont fait part de leur hostilité aux réformes de l'éducation et au renvoi des enseignants qui n'avaient pas réussi les tests d'évaluation. Le gouverneur Domínguez Servién a déclaré peu après au cours d'une conférence de presse qu'il avait demandé aux autorités de l'État de Querétaro d'ouvrir le dialogue avec les travailleurs qui avaient des demandes légitimes. »

21) États-Unis : Début mai, l'ensemble du pays célèbre [la Semaine de la reconnaissance des services publics](#). « Cette année, il s'agissait de la 31<sup>ème</sup> édition de cette semaine spéciale, qui est organisée par un groupe de syndicats et d'associations d'employés fédéraux, dénommé *Public Employees Roundtable*, et dont le but est de rappeler l'importance des services que les employés du secteur public dispensent pour le bien commun. 'C'est extraordinaire d'être fonctionnaire et je trouve que c'est bien, au moins une fois dans l'année, de rendre hommage à tous ces employés et au formidable travail qu'ils effectuent,' **a déclaré J. David Cox, le Président de l'American Federation of Government Employees.** »

22) États-Unis : L'organisme *In the Public Interest* publie des rapports très complets sur la manière dont **les prestataires privés du gouvernement sacrifient la qualité de différents biens et services publics**, à tous les niveaux du gouvernement américain, [ce qui porte préjudice aux employés, au public, aux utilisateurs et aux bénéficiaires des services, et à l'environnement](#). À travers de nombreuses études de cas menées dans l'ensemble du pays, une publication intitulée *Cutting Corners: How Government Contractors Harm the Public in Pursuit of Profit* (Au mépris de la qualité : comment les prestataires du gouvernement nuisent au public en recherchant le profit) montre que les expériences personnelles négatives des Américains par rapport aux prestataires du gouvernement ne sont que le résultat fréquent et systémique de la privatisation. La publication fournit par ailleurs des recommandations.

23) États-Unis : Le conseil municipal de Northampton, dans le Massachusetts, [étudie un arrêté municipal qui interdirait la privatisation du système de distribution d'eau de la ville](#). « Plus de trois-quarts des systèmes d'approvisionnement en eau des villes américaines, grandes et moyennes, étaient gérés uniquement par des employés publics en 2011, d'après l'organisme *International City/County Management Association*. » Les citoyens sont de plus en plus préoccupés car le secteur privé de l'eau risque de profiter du scandale de l'empoisonnement au plomb de Flint, dans le Michigan, [pour lancer une campagne de privatisation agressive des services publics de distribution d'eau](#).

24) États-Unis : L'inquiétude augmente face à l'éventualité que **Portland, dans le Maine, ferme un établissement public municipal de santé, ce qui entraînerait « presque certainement la perte de vies humaines.** » Ce centre médical est le seul établissement public « qui prescrive des antidotes en cas d'overdose, propose des dépistages de maladies sexuellement transmissibles, un programme d'échange de seringues et un centre de soins primaires pour les patients

séropositifs, ce que même les autorités locales considèrent comme une grande réussite. » Certains conseillers « justifient de faire suivre un régime d'austérité à ce centre de soins en annonçant haut et fort leur intention de mettre en place un programme de privatisation. » Michael Lighty, directeur politique du syndicat d'infirmières *National Nurses United*, déclare qu'un tel programme « porte gravement préjudice à la santé publique lorsqu'on doit faire face à une crise publique telle que l'épidémie d'opioïdes et qu'on privatise ensuite ces services en guise de réaction. Cela ne peut que limiter l'accès aux soins. » [Alternet signale que « comme dans de nombreux cas de privatisation et d'austérité, celui-ci commence par un responsable municipal non élu, Jon Jennings. »](#)

25) États-Unis : [L'impasse du contrat entre le gouverneur de l'Illinois Bruce Rauner et les employés du secteur public se confirme](#), dans la mesure où Rauner recourt à la commission des relations de travail de l'Illinois pour faire passer en force un projet de loi sur l'arbitrage. Le contrat passé entre l'Illinois et la fédération syndicale de fonctionnaires *American Federation of State, County and Municipal Employees* (AFSCME) a pris fin en juin 2015. « L'AFSCME a annoncé qu'en demandant à la commission des relations de travail de l'Illinois de déclarer que le contrat se trouvait dans une impasse, Rauner cherchait à imposer des mesures unilatérales, notamment le doublement des cotisations de santé versées par les employés, le gel de leurs salaires pendant quatre ans et l'**élimination des protections contre les programmes de privatisation irresponsables.**' »

26) États-Unis : [Les syndicats du secteur public se préparent à lutter contre des projets de loi proposés dans les assemblées législatives de divers États du pays et visant à limiter les normes relatives au travail dans les municipalités](#). La principale stratégie de l'organisme *American Legislative Exchange Council*, qui agit en faveur des entreprises, consiste à promouvoir « les mesures de 'préemption' des États, qui prévalent sur l'autorité des gouvernements locaux, pour adopter des initiatives politiques progressistes. »

27) États-Unis : L'opposition s'intensifie contre les **projets de privatisation de Providence Water, le système d'approvisionnement en eau de Rhode Island**. « La privatisation de Providence Water était inscrite sur la liste des actions éventuelles de la municipalité de Providence pour tenter de remédier aux pressions budgétaires auxquelles elle était confrontée. Nous voulons que la municipalité sache que la vente des actifs de Providence Water n'a aucune chance de convaincre les résidents de Rhode Island,' [affirme Georgia Hollister Isman, la directrice de l'association Rhode Island Working Families](#), qui a lancé une pétition sur MoveOn.org intitulée '[Providence City Hall: Don't Privatize Our Water!](#)' (Municipalité de Providence : ne privatisez pas notre eau ! ) »

## Europe

28) France : Des parents de Corbeil-Essonnes **rejetent la décision du conseil municipal de privatiser les restaurants scolaires de leurs enfants au profit de l'entreprise Sodexo**. La société fournit déjà les repas mais elle « prendra en charge tout le reste, distribution, service, facturation, à compter de la rentrée 2016. » Les parents dénoncent le manque de consultation en disant que « [la démocratie, ce n'est pas que les élections. C'est un dialogue.](#) » Une mère indignée signale que les enfants se plaignent depuis quatre ans d'avoir faim en sortant de table, mais que personne n'a consulté les parents. Un autre parent ajoute : « [cela fait déjà quatre ans que nous avons des retours négatifs concernant Sodexo,](#) » en se demandant pourquoi la municipalité a choisi cette entreprise.

29) Allemagne : **Les employés du secteur public concluent un accord sur l'augmentation des salaires** avec le gouvernement fédéral et les autorités locales. « Plus de deux millions de travailleurs [vont bénéficier d'une hausse de salaire de 4,75% répartie sur les deux prochaines années](#), a annoncé le ministre de l'Intérieur Thomas de Maizière suite à une troisième série de négociations avec le plus grand syndicat allemand du secteur des services, Verdi. » Parallèlement aux revendications salariales, les employés du secteur public **sont également préoccupés par l'externalisation**. « En raison du fameux 'frein à l'endettement' – qui impose la baisse des dépenses lorsque le rapport dette-PIB dépasse les 60% – et du principe 'd'équilibre budgétaire' du ministre des Finances Wolfgang Schäuble's, [les réductions de personnel et la privatisation s'accélèrent](#). Les trajets des réseaux de transports publics sont désormais pris en charge par des compagnies de bus privées, et les hôpitaux ont été regroupés en entités plus grandes avant d'être privatisés. Dans tous les cas, les services de lavage, de nettoyage et de restauration, entre autres services, ont été confiés à des entreprises sous-traitantes. »

30) Norvège : [Lors d'un rassemblement du 1<sup>er</sup> mai](#), les travailleurs ont demandé la « réouverture de l'hôpital Aker Sykehus à Oslo et la fin de la privatisation. »

31) Norvège : May-Britt Sundal, Vice-présidente de la branche du syndicat *Norwegian Union of Municipal and General Employees – Fagforbundet* dédiée à l'église, à la culture, aux enfants et aux jeunes, évoque [les auxiliaires d'éducation et les travailleurs de la culture en Norvège](#). Elle fait remarquer : « La branche des personnels de nettoyage de Fagforbundet est la plus concernée par la **privatisation**, mais dans le secteur que je représente, la **privatisation constitue également une menace pour les jardins d'enfants, dans lesquels les investisseurs privés cherchent à obtenir une part des financements publics.** »

32) Royaume-Uni : Les militants s'appuient sur la divulgation de documents relatifs au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) pour soutenir leur point de vue, selon lequel cet accord **pourrait favoriser la privatisation du système de santé, le *National Health Service* (NHS), et empêcher de mettre fin aux contrats de sous-traitance avec le privé.** « Mais les militants, les syndicats et les experts juridiques affirment que les mesures destinées à protéger les services contre les intérêts privés ne vont pas assez loin. Ils disent que [le traité pourrait aggraver la privatisation larvée du NHS en empêchant d'inverser l'externalisation des services à des entreprises comme Virgin Care](#). Un grand avocat britannique, Michael Bowsher, a attiré l'attention en février sur le fait que le TTIP 'représentait une menace pour les futurs gouvernements qui souhaiteraient faire revenir le NHS dans le secteur public.' Selon lui, le projet de traité 'ne permettrait pas de protéger le gouvernement britannique, s'il souhaitait annuler ou reprendre en charge les contrats du NHS, une fois aux mains du TTIP.' »

33) Royaume-Uni : La colère monte au sujet du projet du conseil d'arrondissement de l'East Staffordshire **de privatiser les équipements de loisirs.** Le conseil « a lancé un examen sur la gestion future du centre de loisirs Meadowside, du complexe de loisirs Shobnall, du centre culturel Brewhouse, de l'établissement du *Civic function suite* de la mairie de Burton, et du marché de Burton. » Cette vente impliquerait une perte du contrôle du public : « Le conseil a dit que la privatisation permettrait de réduire ses charges financières, mais [il admet qu'elle entraînerait une perte de contrôle du conseil sur les opérations quotidiennes de tous ces lieux, et que la commercialisation risquait d'avoir la priorité.](#) »

34) Royaume-Uni : [Le secrétaire de la section de UNISON chez Ceredigion, Owain Davies, dénonce les projets de fortes réductions d'emplois et de privatisation.](#) Il note que « ces propositions, si elles sont menées à bien, vont conduire à la privatisation des ordures, de la maintenance des véhicules, de la gestion du parking et de l'éclairage public. En plus de l'évidente incidence négative sur nos membres qui travaillent dans ces services, nous estimons que ces projets engendreraient également la hausse, à long terme, des coûts de ces services, ainsi que d'importantes réductions des normes liées aux services et une perte de responsabilité et de contrôle démocratique. »

35) Royaume-Uni : Le système national de contrôle des comptes, le *National Audit Office*, signale que **la privatisation des services liés à la liberté surveillée est « bâclée et irresponsable.** » Le « caractère précipité » de ce programme a par ailleurs contraint le personnel du ministère de la Justice à se débattre avec les requêtes qui lui étaient soumises : « Les équipes du ministère semblaient avoir du mal à faire face au nombre considérable de demandes et le personnel subalterne devait parfois répondre à des questions complexes d'ordre commercial, juridique, ou concernant le fonctionnement, » souligne le rapport du *National Audit Office*. Il précise également qu'une « [grande partie du personnel d'exécution employé dans les services de liberté surveillée estimait que les contrats avec les entreprises locales de réinsertion ne lui fournissait pas les informations nécessaires.](#) »

36) Royaume-Uni : Les résidents locaux s'indignent contre la suggestion d'un cabinet-conseil, PricewaterhouseCooper (PwC), de **confier la gestion des places et des amendes de stationnement à une société privée** et de laisser « une partie des bénéfices » au comté de Ceredigion en échange. Le journal *Cambrian News* indique que « des efforts sont déployés actuellement pour améliorer le système. Toutefois, [PwC, qui reçoit une commission sur les économies qu'elle contribue à réaliser, a signalé que la privatisation du service pourrait améliorer la situation financière du comté.](#) Le conseiller Euros Davies demande : « Pourquoi PwC s'est-elle interrogée sur ce sujet ? En y regardant bien, ce n'est pas à PwC de s'occuper de cette question. Si tous les horodateurs fonctionnaient correctement, nous gagnerions plus d'argent qu'avec les économies réalisées ici. » La privatisation des places de parking est née suite à une autre controverse relative aux **sociétés**

privées « draconiennes » veillant au respect du stationnement [qui ont pris en charge la gestion des garages publics de la ville.](#)

37) Royaume-Uni : Neil Clark évoque **les Panama Papers et la privatisation**. « Nous devons également ajouter à l'équation [la hausse des factures et des tarifs que le public doit payer aux prestataires privés pour des services qui étaient plus abordables avant la privatisation.](#) »

*[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*